



Agression d'un collègue d'histoire-géographie : insupportable ! Inacceptable !

La semaine dernière, notre collègue d'histoire-géographie et notre collègue agent de service du collège Blaise Pascal à Argentonnay, ont été victimes d'une violente agression au collège, dans le cadre de leur fonction, les conduisant à une ITT conséquente. Nous leur apportons tout notre soutien.

Mme La DASEN s'est déplacée dans l'établissement et a mis en place la protection fonctionnelle comme l'exige la procédure. Certes, mais le mal est fait. A la fin de l'ITT, que se passera-t-il pour notre collègue ? Peut-on envisager de reprendre le travail jusqu'à la prochaine agression ? A qui le tour ?

Nos conditions de travail se dégradent, la violence explose, l'absence de soutien de notre institution se généralise.

Pour le SNFOLC79, ce n'est pas en multipliant les fouilles des sacs à l'entrée des établissements et en criminalisant les élèves et l'école publique que nos collègues seront assurément en sécurité et pourront enseigner sereinement. Depuis des années, les personnels et les organisations syndicales exigent des moyens et dénoncent les suppressions de postes, et alertent sur leurs conséquences désastreuses.

Quelle est la réponse de Macron ? La suppression, cette année encore, de 4000 postes dans les collèges et lycées, au nom de l'économie de guerre ! 36 milliards d'euros pour la défense et l'armée, au détriment de l'école et de la santé ! Nous demandons des moyens pour l'école, pour enseigner, pas pour la guerre !

Avec les personnels, le syndicat exige :

- l'abandon des suppressions de postes et la création immédiate de 8000 postes
- la création dans chaque établissement, chaque collège, chaque lycée, des postes à la hauteur des besoins, et notamment des postes d'AED, d'AESH, de psychologues, d'infirmiers et assistants sociaux, indispensables pour prévenir la violence
- l'abandon de Parcoursup, qui aggrave l'anxiété des élèves et de leurs parents : 50 000 places en moins sont annoncées dans le supérieur, pour les futurs bacheliers cette année
- l'abandon de la loi de programmation militaire ! Retrait des budgets de guerre ! Non à l'enrôlement de la jeunesse !

Le SNFOLC79 soutient toutes les initiatives prises le 4 mai, pour l'abandon de la loi de programmation, jour du vote de la loi à l'Assemblée Nationale.

Le SNFOLC79 invite les personnels à se réunir dans les établissements, à prendre position, et à faire remonter les besoins, notamment, en terme de postes, et propose de mettre en discussion les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir les revendications.

A Niort, le 30 avril 2026